

QUI EST DERRIÈRE L'ACCAPAREMENT DES TERRES?

Regard sur quelques-uns des investisseurs responsables d'acquisitions massives de terres et ceux qui les soutiennent

Octobre 2012



Chaque jour apporte son lot d'histoires concernant les achats de terres agricoles par des sociétés : Des géants malaisiens de l'huile de palme achètent des terres pour y installer des plantations en Afrique de l'Ouest ; des banquiers de Wall Street acquièrent des élevages de bétail au Brésil ; des hommes d'affaires saoudiens signent des transactions foncières aux Philippines. Les dernières données sur l'accaparement des terres indiquent qu'en moyenne les sociétés étrangères s'emparent de 10 millions d'hectares chaque année depuis 2007.

Un nombre restreint de personnes prend ainsi possession d'une proportion toujours plus grande des terres agricoles du monde et des ressources en eau qui vont avec. Et le reste de l'humanité se retrouve lésé, voire totalement dépossédé. Tandis que le monde s'enfonce toujours plus profondément dans la crise alimentaire, ces nouveaux propriétaires terriens ont tout pouvoir pour décider qui a le droit – ou non – de manger ; ce sont eux aussi qui décident ceux qui vont pouvoir profiter du système alimentaire et ceux qui ne lui survivront pas.

L'accaparement mondial des terres agricoles n'existe que parce qu'il est voulu. Les accapareurs sont peu nombreux si on les compare à tous ceux dont ils provoquent le déplacement. Les accapareurs sont le plus souvent des hommes, possédant en général une certaine expérience **des sociétés agroalimentaires ou des banques**. Certains d'entre eux sont haut placés dans les gouvernements et les agences intergouvernementales ; ils sont même quelquefois tout en haut de l'échelle. Ils agissent à partir des grands centres financiers de la planète et se retrouvent souvent entre eux aux conférences d'investisseurs agricoles, à Singapour, Zanzibar ou New York.

Nous pensons qu'il peut être utile au débat de soulever un coin du voile, afin d'examiner qui sont ces accapareurs. Nous avons donc compilé un diaporama qui présente une partie des investisseurs **qui achètent eux-mêmes des terres ou financent les acquisitions massives de terres**. Cette présentation n'est pas exhaustive, elle n'est qu'un échantillon emblématique de l'ensemble des accapareurs. Le fait de savoir qui est impliqué peut aussi nous aider à faire pression sur eux. Chaque profil indique qui sont leurs ami(e)s et fournit des éléments à ceux qui cherchent plus d'informations ou désirent réagir.

Profils de quelques investisseurs responsables d'acquisitions massives de terres et de ceux qui les soutiennent:

- 4 **Jean-Claude Gandur, Addax (Suisse)**
- 6 **Jose Minaya, TIAA-CREF (États-Unis)**
- 8 **Sai Ramakrishna Karuturi, Karuturi Global (Inde)**
- 10 **Calvin Burgess, Dominion Farms (États-Unis)**
- 12 **C «Siva» Sivasankaran, Siva Group (Inde)**
- 14 **Neil Crowder, Chayton Capital (Royaume-Uni)**
- 16 **Michael Barton, Farm Lands of Africa (Royaume-Uni)**
- 18 **Meles Zenawi (Éthiopie)**
- 20 **Eduardo Elsztain, Cresud (Argentine)**
- 22 **Susan Payne, Emergent Asset Management (Canada)**
- 24 **Dr. Hatim Mukhtar, Foras International (Arabie Saoudite)**
- 26 **Theo De Jager, AgriSA (Afrique du Sud)**
- 28 **Le Groupe de la Banque mondiale**
- 30 **Antonio L. Tiu, Agrinurture (Philippines)**
- 32 **Hou Weigui, ZTE (Chine)**

« Je ne me sens pas coupable :
je ne fais rien d'immoral »



Jean-Claude Gandur

Propriétaire d'Addax Bioenergy



En avril 2012, des agriculteurs de Sierra Leone organisent un rassemblement des communautés affectées par les grands investissements fonciers de sociétés étrangères. De nombreux participants sont venus pour parler du projet de canne à sucre d'Addax Bioenergy, une société d'éthanol appartenant au milliardaire suisse **Jean-Claude Gandur**. « Nous avons été expulsés de nos terres sans compensation, » explique Zainab Desay, une agricultrice de la région où se fait le projet. « Actuellement, je n'ai pas de ferme. Les gens meurent de faim. Nous sommes obligés d'acheter du riz parce que nous ne cultivons plus le nôtre, » ajoute Zainab Kamara, une autre agricultrice déplacée par le projet d'Addax.

Au siège de la société à Genève, au milieu d'une impressionnante collection d'œuvres d'art et d'antiquités, Gandur tient un discours différent. Il explique aux journalistes que ses projets sont conformes aux normes sociales et environnementales mises au point par la Banque africaine de développement, la Société financière internationale de la Banque mondiale et l'Union européenne. De fait, plus de la moitié des coûts du projet d'Addax sont couverts par des

banques de développement. « Je ne me sens donc pas coupable : je ne fais rien d'immoral », insiste Gandur.

Jean-Claude Gandur a bâti sa fortune, estimée à deux milliards de dollars US, grâce au marché des matières premières et en achetant des concessions pétrolières au Nigeria et dans d'autres pays africains. En 2009, il a vendu ses intérêts pétroliers et s'est intéressé aux terres agricoles africaines. Le carburant reste sa priorité, mais il s'agit désormais d'éthanol et non plus de pétrole.

Pour réaliser son premier grand projet, Gandur a choisi la Sierra Leone, un pays dévasté par les guerres, où la malnutrition touche un tiers de la population. L'endroit choisi pour cultiver la canne à sucre destinée à la production d'éthanol pour l'exportation suscite des controverses. En effet, l'accaparement de 10 000 hectares de terres « fertiles et bien arrosées » et de forêts a non seulement déplacé la production alimentaire locale, mais il prive également les paysans vivant en aval de leur accès à l'eau. La plantation de canne à sucre d'Addax est censée utiliser 26 % des eaux du plus grand fleuve de Sierra Leone durant les mois les plus secs, de février à avril.

Selon Gandur, ce projet de production d'éthanol, qui devrait être complètement opérationnel en 2013, est « une bonne façon de réintroduire l'agriculture en Afrique. » Mais bonne pour qui ? Le groupe suisse Brot für alle a analysé rapidement les chiffres d'Addax : la société devrait tirer un bénéfice annuel de 53 millions de dollars US, soit environ 98 % de la valeur ajoutée par le projet. Les quelques 2 000 ouvriers sous-payés employés par la société n'obtiendraient que 2 % de cette valeur et les propriétaires qui ont loué leurs terres à Addax à peine 0,2 % de la valeur ajoutée. Au total, indique Brot für alle, le projet rapportera moins d'un dollar par mois à chaque personne affectée par le projet.

Les amis de Gandur :

Le Fonds suédois de développement (Swedfund) : en décembre 2011, Addax Bioenergy a annoncé que Swedfund était devenu un actionnaire de référence de la société-mère, l'Addax & Oryx Group.

La Société financière de développement des Pays-Bas (FMO) : avec la Banque africaine de développement et plusieurs autres banques de développement, la FMO fournit un financement à Addax Bioenergy ; c'est l'un des principaux actionnaires de la société-mère, l'Addax & Oryx Group.

Pour aller plus loin :

- Action for Large-scale Land Acquisition Transparency (ALLAT), *Action pour la transparence des acquisitions massives de terres*, un réseau d'organisations de la société civile et d'associations de propriétaires et d'usagers de terres, créé en Sierra Leone pour surveiller les investissements fonciers dans le pays et sensibiliser les communautés (allat@greenscenery.org).
- Le dossier de Brot für alle "Land grabbing: the dark side of 'sustainable' investments", *Accaparement des terres : les dessous des investissements dit durables*, voir le communiqué de presse.



« C'est trop risqué pour une société comme TIAA-CREF d'investir dans ces régions (comme l'Afrique), parce nous sommes certains de faire les gros titres un an après l'investissement. »

Jose Minaya

PDG du Teachers Insurance & Annuity Association – College Retirement Equities Fund (TIAA-CREF), le fonds de pension géant des enseignants américains



E sclavage, vol des terres autochtones, destruction des forêts et des savanes, telles sont les caractéristiques de l'industrie de la canne à sucre brésilienne. Aujourd'hui, grâce, entre autres, à l'afflux d'argent étranger, l'industrie connaît un boom sans précédent. Au cours des dix dernières années, la superficie consacrée à la canne à sucre au Brésil a quasiment doublé, passant de 4,8 à 8,1 millions d'hectares, ce qui signifie que, chaque jour, au moins 1 000 hectares sont transformés en plantations de canne à sucre. Cette expansion touche principalement le cerrado brésilien, une savane riche en biodiversité qui abrite quelque 160 000 espèces de plantes et d'animaux, dont beaucoup appartiennent à la liste des espèces en voie de disparition. Les travailleurs brésiliens paient eux aussi un prix élevé : l'industrie de la canne à sucre est l'un des secteurs les plus dangereux, les plus exploités et les plus mal payés dans le monde du travail. Et l'expansion de la canne à sucre prend les terres qui servaient à la production alimentaire pour les concentrer entre les mains des barons du sucre brésiliens, dans un pays où 3 % de la population détient déjà presque les deux tiers des terres arables.

Les enseignants et les universitaires américains ne le savent pas nécessairement, mais les économies mises de côté pour leur retraite sont utilisées pour tirer profit de cette expansion des plantations de canne à sucre brésiliennes. Sous la houlette de son PGD, **Jose Minaya**, le fonds new-yorkais TIAA-CREF, le plus grand gestionnaire de fonds de pension pour les enseignants et les universitaires américains, a consacré des centaines de millions de dollars à un fonds dont le but est d'acquérir des terres agricoles au Brésil et de les convertir en plantations de canne à sucre.

Le fonds en question s'appelle Radar Propriedades Agrícolas. Il a été lancé par le plus gros producteur de canne à sucre brésilien, Cosan, pour identifier les propriétés brésiliennes susceptibles de pouvoir être achetées à bas prix, les convertir pour la plupart en plantations de canne à sucre, puis les revendre à profit quelques années plus tard. C'est Cosan, propriétaire de 19 % du fonds, qui gère les investissements et a la priorité pour acquérir les terres avant que Radar ne les mette sur le marché. Les 81 % restants appartiennent à TIAA-CREF par le biais de Mansilla, son holding brésilien. À la fin de 2010, Radar avait dépensé 440 millions de dollars US pour acheter plus de 180 fermes au Brésil, soit une superficie de 84 000 ha, et avait l'intention de consacrer 800 millions de dollars supplémentaires pour acquérir encore 60 fermes, d'une superficie totale de 340 000 ha.

Le portefeuille agricole de TIAA-CREF s'étend bien au-delà du Brésil. Depuis 2007, la société a déboursé 2,5 milliards de dollars US pour acquérir des fermes dans le monde entier, transformant des centaines de milliers d'hectares australiens, polonais, roumains et américains en fermes industrielles par l'intermédiaire de sa filiale, le Westchester Group.

Pourtant, TIAA-CREF est fier de sa devise « Des services financiers dans l'intérêt de tous ». En 2011, le fonds s'est joint à sept investisseurs institutionnels européens pour lancer les Principes pour un investissement agricole responsable, une série de cinq principes engageant les signataires à ne pas accepter de transactions foncières qui pourraient nuire à l'environnement, violer les droits du travail ou les droits humains ou seraient contraires aux droits à la terre et aux ressources. TIAA-CREF s'est déjà retiré de certains investissements dans des entreprises opérant au Darfour et est actuellement la cible d'une campagne nationale pour l'obliger à se désengager des entreprises qui profitent de l'occupation des terres palestiniennes par Israël.

Les amis de Minaya :

AP2 : AP2, deuxième véhicule du Fonds national de pension suédois, a englouti 177 millions d'euros (240,7 millions de dollars US) dans le Westchester Group de TIAA-CREF en 2011 pour acquérir des terres agricoles.

La Caisse de dépôt et placement du Québec : en mai 2012, le directeur du deuxième fonds de pension canadien a annoncé un investissement de 250 millions de couronnes suédoises dans un fonds agricole mondial géré par TIAA-CREF. AP2 et la **Société de gestion des investissements de Colombie britannique (bcIMC)** participent également à ce fonds.

Royal Dutch Shell : en 2010, cette société a mis en place avec Cosan un partenariat à 50/50 de 12 milliards de dollars US pour produire de l'éthanol. Cette co-entreprise est censée, selon Radar, multiplier les opportunités d'investissement dans les terres agricoles.

Pour aller plus loin :

- [Le Comissão Pastoral da Terra, la Commission pastorale de la terre du Brésil.](#)
- [Le Mouvement brésilien des Sans-terres / Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra \(MST\).](#)
- [US Food Sovereignty Alliance, Alliance américaine pour la souveraineté alimentaire.](#)
- [Campagne pour empêcher TIAA-CREF d'investir dans les entreprises qui profitent de l'occupation israélienne.](#)
- [Carlos Vinicius Xavier, Fábio T. Pitta and Maria Luisa Mendonça: "A monopoly in Ethanol production in Brazil: The Cosan-Shell merger", Milieudefensi et TNI, 2011.](#)

« Ce que fait Karuturi, c'est ce dont l'Afrique a besoin, ce qu'elle désire et qu'elle mérite. »



Sai Ramakrishna Karuturi

PDG et fondateur de Karuturi Global Ltd



Quand on parle de l'accaparement des terres en Afrique, un nom revient très souvent, celui de « Karuturi ». **Sai Ramakrishna Karuturi**, le « Roi des roses » indien, a fait fortune en cultivant des roses en Afrique de l'Est pour les marchés européens. Aujourd'hui, il réinvestit ses bénéfices dans son nouveau grand projet africain : la production alimentaire.

Les ambitions de Karuturi sont énormes. Il veut mettre en place des exploitations agricoles sur plus d'un million d'hectares, situés principalement en Afrique de l'Est et en Afrique australe, afin d'y produire du maïs, du riz, de la canne à sucre et de l'huile de palme. « Dans cinq à dix ans, explique-t-il, j'aimerais qu'on me voie comme l'un de mes pairs, comme l'un des Cargill, ADM ou Bunges du monde. » Il contrôle déjà 311 700 ha en Éthiopie et négocie actuellement pour obtenir 370 000 ha supplémentaires en Tanzanie. Il prépare également un projet agricole en République du Congo et prévoit d'installer des fermes de fruits et de légumes au Soudan, au Mozambique et au Ghana.

Karuturi considère les terres agricoles africaines comme « de l'or vert ». On le comprend aisément, quand on sait que pour chaque hectare de riz cultivé dans sa ferme de Gambela, il empoche un bénéfice annuel de 660 dollars US, alors que son entreprise n'aura payé que 46 dollars par hectare pour la terre, la main d'œuvre et l'eau utilisées.

Toutefois, on peut se poser des questions sur les compétences de Karuturi en matière d'agriculture. Sa première récolte de maïs de Gambela a été détruite par une inondation qui a surchargé son système de canaux, provoquant 15 millions de dollars de dégâts et 15 millions supplémentaires pour renforcer le système. Parce qu'il ne pouvait pas exploiter à temps toutes les terres qu'il avait louées, il a essayé d'en sous-louer des parcelles à des agriculteurs indiens sur la base d'un partage des revenus. Mais quand plusieurs centaines d'Indiens sont arrivés à l'aéroport d'Addis-Abeba vers la fin de 2011, pour travailler officiellement comme opérateurs de machines à la ferme de Karuturi, le gouvernement éthiopien les a renvoyés chez eux.

Les opérations de Karuturi sont en outre empêtrées dans des conflits fonciers, en particulier à Gambela. Selon un rapport de Human Rights Watch de 2012, le gouvernement éthiopien est en train de relocaliser de force 70 000 autochtones dans la partie ouest de Gambela pour les installer dans de nouveaux villages qui manquent de nourriture, de terres agricoles, d'installations sanitaires et d'écoles, afin de laisser la place aux grands projets agricoles des investisseurs étrangers, dont Karuturi. Selon le rapport, les récoltes appartenant aux communautés Anouak locales ont été arrachées sans leur consentement pour accommoder les opérations de Karuturi, et le gouvernement éthiopien a fait savoir aux habitants d'Ilea, un village de plus de 1 000 personnes situé dans le périmètre de la zone allouée à Karuturi, qu'ils seraient déplacés en 2012 dans le cadre du « programme de villagisation ». Karuturi cependant nie toute connexion entre les activités de son entreprise et le programme de villagisation du gouvernement. Pour lui, le rapport (de Human Rights Watch) n'est que « de la foutaise » et reflète une « vision occidentale de la situation complètement biaisée ». Il en arrive même à nier l'existence du programme de villagisation.

Les amis de Karuturi :

Djibouti : a signé un contrat avec Karuturi pour que celui-ci lui fournisse 40 000 tonnes de nourriture par an aux prix du marché international.

Le gouvernement indien : Il finance Karuturi par l'intermédiaire de l'Exim Bank et Infrastructure Leasing & Financial Services Limited.

John Deer Co. : C'est lui qui fournit ses tracteurs à Karuturi.

La Banque mondiale : Karuturi est en phase finale de négociation avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) pour obtenir une assurance-risques politiques.

Pour aller plus loin :

- [Anywaa Survival Organisation](#), groupe britannique de soutien aux Anouak de Gambela, en Éthiopie.
- Rapport de Human Rights Watch, "[Waiting here for Death: Forced Displacement and 'Villagization' in Ethiopia's Gambella Region](#)".
- [La Via Campesina South Asia](#).

« Je ne suis pas d'accord avec les gens qui disent : 'Oh, il faut préserver la culture locale.' Si vous la préservez, les gens vont mourir de faim et il n'y aura plus rien à préserver. »



Calvin Burgess

PDG de Dominion Farms



Calvin Burgess est venu du Canada pour s'installer aux États-Unis en 1976 et s'est lancé de suite dans le bâtiment. Il a eu tôt fait de monter un petit empire, touchant à toutes sortes de domaines : depuis l'immobilier jusqu'aux prisons en passant par les usines de chaussettes mexicaines et les élevages de porcs. Mais en approchant de la soixantaine, Burgess a eu le sentiment qu'il était temps pour lui de faire « quelque chose d'important », plutôt que de « mener grand train et mourir riche ». C'est ainsi qu'il s'est laissé inspirer par les histoires d'une vieille dame de sa paroisse qui avait vécu au Kenya et qu'il a décidé d'aller là-bas lui aussi, pour voir s'il pouvait faire une différence. « Dieu a son plan pour la vie des hommes », a expliqué Burgess, « et j'ai pensé que cela faisait peut-être partie du plan qu'Il avait pour moi ».

Burgess s'est établi dans la partie ouest du Kenya, dans la région de Yala Swamp. Son idée était de réaliser le plus grand projet rizicole d'Afrique, Dominion Farms, sur les 7 000 hectares qu'il avait acquis par un contrat de bail de 25 ans renouvelable. Mais il y avait un problème : des milliers de personnes vivent, cultivent leurs champs et élèvent leurs animaux sur la même terre et

dépendent de la même source d'eau. Dominion Farms occupe 40 % de Yala Swamp, mais le barrage construit par l'entreprise pour irriguer ses rizières a inondé une surface beaucoup plus vaste et fait en sorte qu'il est devenu pratiquement impossible pour les communautés locales de faire de l'élevage. Les habitants se plaignent également que le projet de Burgess a détruit leur accès à l'eau potable et que la pulvérisation aérienne répétée d'engrais et de produits agrochimiques les rend malades, eux et leurs animaux.

Néanmoins, ils n'ont pas obtenu grand chose en retour : quelques centaines d'emplois mal payés et un forfait de compensation d'environ 60 dollars US par foyer pour ceux qui ont accepté de s'en aller. En août 2011, M. Burgess a déposé plainte à la police, affirmant que des manifestants avaient proféré des menaces de mort contre lui. « Quand on essaie d'aider ces gens, tout ce qu'ils savent faire, c'est se plaindre », déplore Burgess.

Nullement découragé par l'opposition rencontrée au Kenya, Burgess poursuit aujourd'hui son expansion au Nigeria, où il a acquis 30 000 ha dans l'Etat de Taraba, avec le soutien de l'ex-Président Olusegun Obasanjo. En 2009, Burgess a aussi annoncé qu'il avait trouvé des investisseurs pour reproduire son modèle de ferme kenyan au Libéria sur une superficie de 17 000 ha.

Les amis de Burgess :

Olusegun Obasanjo : l'ancien président du Nigeria considère Burgess comme « un ami du Nigeria » et a été mêlé de près à l'acquisition des terres que Burgess a obtenues dans le pays.

Pour aller plus loin :

- Kick Dominion Farms out of Yala campaign: [facebook](#) ; [online petition](#).
- Good Fortune (film).
- [United Small and Medium Farmers Associations of Nigeria](#).



**« Dieu a cessé de fabriquer des terres. Celles qui restent sont très précieuses. »
V. Srinivasan, proche collaborateur de Sivasankaran et PDG de Siva Ventures.**

C « Siva » Sivasankaran PDG du Siva Group



C. **Sivasankaran** est l'un des hommes les plus riches de l'Inde ; il représente une valeur nette de plus de 4 milliards de dollars US. Il a bâti la plus grande partie de sa fortune en étant un des premiers à vendre à prix cassés des ordinateurs, des réseaux de téléphone mobile et des services Internet haut débit. Sivasankaran garde un profil discret dans les médias et n'accepte que rarement des entretiens publics. Dans la vie il a, paraît-il, une préférence pour la méthode choc. Il a la réputation de voyager de par le monde à bord de sa propre flotte d'avions et de yachts et de séjourner dans les suites présidentielles les plus chères.

Sivasankaran a commencé récemment à s'intéresser aux terres agricoles. Il a d'abord acheté des parts importantes dans plusieurs sociétés indiennes ayant acquis des terres à l'étranger : 12 % de Ruchi Soya, qui a un bail à long terme sur 50 000 ha en Éthiopie, 10 % de KS Oils, qui a obtenu en Indonésie 56 000 ha pour y produire de l'huile de palme, et 3 % de Karuturi Global, qui loue 300 000 ha en Éthiopie.

L'huile de palme semble être la commodité préférée de Sivasankaran. En 2010, il a en effet acheté une part minoritaire dans Feronia, une société canadienne qui a acquis 100 000 ha en République démocratique du Congo pour produire de l'huile de palme et du soja; puis il a mis en place un partenariat avec London's Equatorial Palm Oil et a pris le contrôle à 50 % des 170 000 ha dont dispose cette société au Liberia. Sivasankaran avance désormais dans ce secteur de façon plus directe : il a lancé Biopalm Energy, une filiale de son Siva Group de Singapour et s'est emparé très rapidement de 200 000 ha au Cameroun et 80 000 en Sierra Leone ; il s'agit d'y produire de l'huile de palme pour l'exporter vers l'Inde, où elle sera raffinée et vendue.

« Je suis un usager des terres communautaires, je vis de l'agriculture », explique une femme du district de Pujehun en Sierra Leone, où Siva s'est établi. « Mais maintenant que les investisseurs, cette société Biopalm (du groupe Siva) sont là, le chef suprême cède toutes les terres, même celles que j'utilise pour mes cultures, pour ramasser du bois, pour les plantes natives, pour tout. Tout a disparu. Je n'ai plus rien ».

En tout, Siva contrôle 756 000 hectares de terres agricoles, dont 670 000 en Afrique.

Les amis de Siva :

Singapour : fournit une protection fiscale et financière pour l'enregistrement du Siva Group.

Pour aller plus loin :

- Action for Large-Scale Land Acquisition Transparency (ALLAT), *Action pour la transparence des acquisitions massives de terres*, un réseau d'organisations de la société civile et d'associations de propriétaires et d'usagers de terres, créé en Sierra Leone pour surveiller les investissements fonciers dans le pays et sensibiliser les communautés (allat@greenscenery.org).
- Sur le site de farmlandgrab.
- La Via Campesina South Asia.

« Notre but est de nourrir l'Afrique. »



Neil Crowder
PDG de Chayton Capital



Neil Crowder, qui se décrit lui-même comme « un citoyen américain qui a reçu une bonne éducation mais aurait été bien incapable, il y a quatre ans encore, de situer la Zambie sur une carte ». Il a quitté Goldman Sachs pour co-fonder Chayton Capital, un fonds de capital investissement qui consacre 300 millions de dollars US à des investissements dans le secteur agroalimentaire dans six pays africains. La Zambie, où Chayton Capital a obtenu un bail de 20 000 ha à Mkushi, fait figure d'exemple. L'idée est de rassembler toutes les terres dans un rayon de 50 kilomètres pour en faire une seule opération, « Chobe Agrivision ».

Selon Crowder, ce que sa société a l'intention de léguer au pays, c'est « d'apprendre aux Africains les techniques de pointe en agriculture », avant de se retirer en empochant un « retour de 18 % sur l'argent comptant ».

« Je ne prends pas la défense de l'accaparement des terres et ce n'est certainement pas ce que nous faisons », explique Crowder. « Je pense que l'Afrique doit moderniser son agriculture ».

Mais les agriculteurs locaux disent qu'ils attendent toujours de recevoir le moindre bénéfice de la ferme de Chayton Capital ou des autres fermes industrielles de la région. « Jusqu'ici, ils ne sont d'aucune utilité », déclare Brighton Marcokatebe, un agriculteur d'Asa, un village voisin.

Si jamais le mécontentement des agriculteurs locaux monte et qu'ils se mettent à revendiquer les terres qui sont aux mains de Chayton, Crowder a assuré ses arrières : « La Banque mondiale a garanti nos avoirs contre les risques politiques », explique-t-il. « Nous payons une prime d'assurance et ils garantissent le risque d'expropriation. Notre assurance-risques politiques nous protège contre les troubles civils ».

Les amis de Crowder :

La Banque mondiale : son Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) fournit à Chayton Capital une assurance-risques politiques de 50 millions de dollars US pour ses holdings agricoles en Zambie et au Botswana.

Le PSG Group : la filiale de ce groupe financier sud-africain, Zeder Investments, a pris une participation de 96 % dans Chayton Africa en mars 2012.

Maurice : fournit à Chayton une protection fiscale et financière pour sa Chayton Atlas Agricultural Company.

Pour aller plus loin :

- [GRAIN, Le rapport de la Banque mondiale sur l'accaparement des terres : au-delà du rideau de fumée.](#)
- [Zambian Land Alliance](#)



« Pour le gouvernement de la République de Guinée, élu démocratiquement, le programme de Farm Lands of Africa constitue une avancée majeure dans ses objectifs prioritaires pour assurer l'auto-suffisance alimentaire. »

Michael Barton

Fondateur et Directeur financier de Farm Lands of Africa



Michael Barton a eu un aperçu des bénéfices que peut rapporter l'agriculture durant ses cinq années de présidence de New Hibernia Investments Ltd, une société lancée par un acteur du secteur de l'immobilier, le britannique Mark Keegan, pour acheter des fermes en Argentine. Après avoir revendu à profit les fermes de la société de Keegan en 2008, les deux hommes se sont tournés vers l'Afrique.

Ils ont obtenu l'assistance d'un ancien officier haut placé de l'armée britannique, le Général Sir Redmond Watt, et de Cherif Haidara, un lobbyiste malien qui entretient des relations étroites avec le cercle restreint des puissants d'Afrique de l'Ouest. Ils ont choisi la Guinée, un pays aux mains d'une dictature corrompue et disposant de millions d'hectares de terres agricoles. Haidara, qui avait reçu la responsabilité des fonds miniers de Guinée en 2009, avait déjà aidé la société britannique Sovereign Mines of Guinea, avec laquelle Keegan a des connexions, pour saisir cinq concessions d'or couvrant une superficie de 3 600 kilomètres carrés dans les zones métallogéniques riches en or du pays.

La Guinée était à l'époque un véritable chaos politique. Lansan Conté, dictateur de ce pays depuis 1984, était mort en décembre 2008 et ne tarda pas à être remplacé par une junte militaire. La junte s'est maintenue au pouvoir du 24 décembre 2008 au 21 décembre 2010, période durant laquelle le pays a connu deux présidents. C'est à cette époque que l'équipe de Barton a conclu ses transactions sur les terres agricoles.

Le 16 septembre 2010, alors que le Brigadier-Général Konaté était au pouvoir, Barton a signé deux contrats avec le ministère guinéen de l'Agriculture, par le biais d'une société nouvellement créée, Farm Lands of Guinea (actuellement Farm Lands of Africa ou FLA). Ces contrats ont accordé à Land & Resources, une filiale de FLA enregistrée en Guinée et appartenant pour 10 % au gouvernement guinéen, un bail de 99 ans sur une superficie de plus de 100 000 ha de terre agricole. Dans le cadre d'un protocole ultérieur, signé le 25 octobre 2012, alors que Konaté était encore au pouvoir, la société de Barton a accepté d'étudier et de cartographier quelque 1,5 million d'hectares « en vue d'un développement par de tierces parties avec des baux de 99 ans ». FLA soutient qu'en échange, le ministère de l'Agriculture lui a accordé les droits exclusifs de commercialisation des terres « avec une commission de 15 % payable sur les ventes conclues ». Quand on les additionne, ces trois contrats donnent à FLA la mainmise sur 1 608 215 ha, soit 11 % de la surface agricole de Guinée. Vers la fin de 2011, FLA a fait savoir que ses représentants avaient cherché des terrains en Sierra Leone et en Gambie et qu'ils avaient identifié 10 000 ha dans l'Office du Niger, avec l'aide du ministre de l'Agriculture nigérien.

Les amis de Barton :

Craven House Capital : cette société financière londonienne, précédemment appelée AIM Investments, a acheté un million de dollars US d'actions ordinaires dans FLA en novembre 2011.

Les Iles Vierges britanniques : fournissent à FLA une protection fiscale et financière pour ses opérations.

Pour aller plus loin :

- Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN) (contact: francis.ngang@inadesfo.net)

« Il n’y a pas et il n’y aura pas d’accaparement des terres. Les entreprises indiennes ne doivent pas se sentir gênées par ces propos inconsidérés. »



Meles Zenawi

Ancien Premier ministre d'Éthiopie



Meles Zenawi et le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF) ont fait la loi en Éthiopie depuis leur arrivée au pouvoir après les élections ; ces élections étaient les premières depuis la guerre civile de 1995. Les soutiens de Zenawi se trouvaient au nord et toutes les années où il a été au pouvoir ont été marquées par des tensions entre les différentes ethnies des régions méridionales du pays, dont l'Oromia, Gambela et la région des Nations, Nationalités et Peuple du sud. Afin de garder le contrôle dans ces provinces, Zenawi et ses ministres ont surveillé de près les autorités locales, nommant, démettant, transférant, voire incarcérant, les fonctionnaires. Zenawi a également supprimé toute dissension en censurant les médias, en emprisonnant les journalistes, en interdisant les partis d'opposition et les organisations communautaires, en manipulant les élections et en déployant l'armée et la police pour harceler ceux qui critiquaient sa politique. De mars à décembre 2011, Zenawi a fait arrêter plus d'une centaine de politiciens de l'opposition et 8 journalistes en utilisant une loi anti-terroriste fourre-tout qui menaçait de peines allant jusqu'à 20 ans de prison ceux qui publieraient une

déclaration que le parquet pourrait considérer comme une incitation au terrorisme. L'Éthiopie a envoyé en exil plus de journalistes qu'aucun autre pays du monde. Selon Amnesty International, « les individus et les publications qui expriment une différence d'opinion, représentent des partis politiques différents ou tentent de fournir une vision indépendante sur les événements politiques ne sont plus tolérés en Éthiopie ».

C'est donc dans ce contexte que Zenawi a transféré, pour y réaliser des projets agricoles à grande échelle, d'énormes zones de la moitié sud du pays à des investisseurs étrangers et nationaux. Son gouvernement avait identifié 4 millions d'hectares pour ce programme, un autre million pour les biocarburants, et encore 5 millions pour des plantations de canne à sucre. À la fin de 2011, 800 000 ha avaient été loués à des investisseurs étrangers. Et pour préparer le terrain, Zenawi a fait construire des barrages, déplacé de force des communautés et utilisé l'armée pour brutalement faire taire l'opposition.

Les actes sans scrupules de Zenawi n'ont pas amoindri le soutien qu'il recevait de la communauté internationale. En plus de l'aide humanitaire (environ 3 milliards de dollars US par an) que les États-Unis, la Grande-Bretagne et les autres donateurs des pays du Nord continuent à verser au pays, Zenawi a réussi à forger des liens de plus en plus forts avec l'Inde, l'Arabie Saoudite et la Chine, qui s'empressent d'aider leurs entreprises à s'emparer des terres agricoles et des autres ressources de l'Éthiopie. Zenawi est mort le 20 août 2012 de cause naturelle, mais l'EPRDF n'a montré aucune tendance à s'écarter de la ligne sur l'accaparement des terres qu'avait tracée Zenawi.

Les amis de Zenawi :

La Banque mondiale : elle coordonne l'aide humanitaire internationale qui est utilisée par le gouvernement éthiopien pour un programme de villagisation qui déplace les populations pour laisser la place à des projets agricoles à grande échelle.

Pour aller plus loin :

- [Anuak Justice Council](#).
- [Anywaa Survival Organisation](#), groupe britannique de soutien aux populations Anouak de Gambela, en Éthiopie.
- Rapport de Human Rights Watch, « ['Waiting Here for Death': Forced Displacement and 'Villagization' in Ethiopia's Gambella Region](#) ».
- [Anyuak Media](#).
- [Survival International](#) mène une campagne de lettres de soutien aux tribus de la vallée de l'Omo affectées par les grands projets agricoles et autres ([Survival France](#)).

« Les vrais actifs offrent un véritable refuge pour les investisseurs... et l'or et les terres agricoles sont aujourd'hui les meilleurs actifs qu'on puisse proposer. Et c'est la politique que nous poursuivons, de la manière la plus efficace possible. »



Eduardo Elsztain

Président du conseil d'administration
de Cresud



« Nous avons des fermes, des vaches et des arbres fruitiers », raconte Sofía Gatica, de la communauté d'Ituzaingó, en Argentine. « Mais ils ont détruit tout ça et planté du soja génétiquement modifié (soja GM). Maintenant quand ils pulvérisent, ils pulvérisent aussi sur nous ».

La fille de Sofia Gatica est morte trois jours après sa naissance d'une insuffisance rénale, provoquée par l'exposition aux agrottoxines répandues sur les plantations de soja environnantes. Le taux de cancer à Ituzaingó est quarante fois plus élevé que dans la moyenne de la population argentine. Mais Ituzaingó n'est qu'une des communautés qui ont été dévastées par l'expansion massive du soja en Argentine. Le boom du soja a suivi l'introduction du soja de Monsanto, qui avait été génétiquement modifié pour le rendre résistant au glyphosate, un herbicide. Chaque année, plus de 50 millions de gallons [190 millions de litres] d'agrottoxines sont pulvérisées par voie aérienne sur les champs de soja argentins.

La souffrance de certains a été une aubaine pour d'autres. L'un des grands gagnants du boom du soja a été l'homme d'affaires argentin **Eduardo Elsztain**, le plus gros propriétaire terrien et l'un des plus grands producteurs de soja GM du pays.

Dans les années 1990, Elsztain a reçu de George Soros des financements pour acheter des biens immobiliers sous-évalués en Argentine, par le biais de son entreprise familiale IRSA. Ils ont rapidement encaissé des millions et ont décidé d'utiliser une partie des profits pour racheter Cresud, une société qui disposait de quelque 20 000 ha de terres agricoles. Grâce à un nouvel apport conséquent de liquidités de la part de Soros et à une offre publique à la bourse de Buenos Aires, Cresud a étendu ses holdings de façon dramatique. À la fin de 1998, Cresud possédait 26 fermes couvrant une superficie de 475 098 ha. Quand Soros a vendu ses intérêts dans Cresud et IRSA en 1999, Elsztain a trouvé d'autres amis milliardaires pour le remplacer, tels que l'opérateur de fonds de couverture de Wall Street, Michael Steinhardt et le magnat canadien Edgar Bronfman.

Aujourd'hui les holdings agricoles de Cresud en Argentine se montent à 628 000 hectares qui servent à produire principalement du soja GM et du bétail. Cresud gère aussi un parc d'engraissement en Patagonie par le biais d'une co-entreprise avec l'américain Tyson, le premier producteur de viande du monde. Elsztain travaille désormais de façon agressive à exporter le boom du soja dans les pays voisins. Au cours de ces dernières années, les filiales de Cresud se sont emparées de plus de 17 000 ha en Bolivie, 142 000 au Paraguay et 175 000 au Brésil ; ces surfaces sont principalement vouées à la production de soja. La superficie totale actuellement détenue par les holdings de Cresud s'élève à 962 000 hectares.

Les amis de Elsztain :

Cargill : cette multinationale américaine est l'un des principaux acheteurs de soja en provenance d'Argentine.

Le Heilongjiang Beidahuang Nongken Group : en juin 2011, la première entreprise agricole chinoise a mis en place une co-entreprise avec Cresud pour acheter des terres en Argentine et y cultiver du soja à exporter vers la Chine.

Pour aller plus loin :

- Consulter les pages de accaparementdesterres.org concernant Cresud.
- Sofía Gatica a créé les Mères d'Ituzaingó avec 16 autres femmes. En 2012, elle a reçu le [Goldman Environmental Prize](#).



« C'est comme un magasin de bonbons pour un gamin. Les opportunités sont tellement immenses et les risques bien moindres qu'on ne le pense. »

Susan Payne

PDG d'Emergent Asset Management



Susan Payne est une Canadienne qui s'est fait les dents à JP Morgan and Goldman Sachs avant de se mettre en quête de vastes zones fertiles de terres africaines avec son mari, David Murrin, un Britannique. Leur société, Emergent Asset Management, enregistrée au Royaume-Uni, a créé leur African Agricultural Land Fund en 2007 et a depuis acquis au moins 30 000 ha en Afrique du Sud, en Zambie, au Mozambique, au Swaziland et au Zimbabwe. Ce fonds serait, affirment-ils, le fonds agricole le plus important d'Afrique.

S. Payne parle souvent du travail de pionnier que représentent ses investissements dans les terres agricoles africaines. Certains pourraient reculer devant les risques : oser prendre des terres fertiles en Afrique, là où la faim et les conflits fonciers sont chose courante, et en plus engager des Sud-Africains blancs pour s'occuper de leurs fermes. Mais Payne et ceux qui la soutiennent – la Toronto Dominion Bank of Canada par exemple – savent que cela en vaut la peine : Selon Susan Payne, les investisseurs d'Emergent encaissent des retours annuels sur investissement de quelque 25 %.

En octobre 2011, l'équipe formée par les époux a annoncé qu'ils se séparaient et allaient diviser Emergent. Murrin a donc repris Emergent Asset Management, tandis que sa femme prenait Emvest, la co-entreprise établie avec le South Africa's Russel Stone Group, qui gère l' African Agriland Fund d'Emergent et ses opérations dans le secteur agricole.

Les amis de Payne :

La Toronto Dominion Bank of Canada : le plus important des investisseurs externes d'Emergent.

L'Université Vanderbilt : le fonds de dotation de cette université américaine est investi dans Emergent.

Pour aller plus loin :

- Les ressources et rapports de l'[Oakland Institute](#) concernant Emergent.
- [Vanderbilt Campaign for Fair Food](#).

« Ceci (un projet rizicole de 700 000 ha en Afrique de l'Ouest) fait partie des objectifs établis par la Conférence islamique et par la Chambre islamique de commerce et d'industrie afin de faire face à la crise alimentaire, d'augmenter les rendements agricoles et d'améliorer la productivité du riz. »

Foras



Dr. Hatim Mukhtar

PDG de la Foras International Investment Company



Hatim Mukhtar pourrait bien un jour se trouver à la tête de la plus grande ferme rizicole du monde. Sa société, Foras International, est en train de réaliser un projet visant la production de 7 millions de tonnes de riz sur 700 000 ha de terres irriguées en Afrique. Foras a commencé en 2008 par une ferme pilote de 2 000 ha en Mauritanie, puis a pris à bail 5 000 ha au Mali dans l'Office du Niger et signé un accord provisoire concernant 5 000 ha au Sénégal, dans la vallée du fleuve Sénégal. Les études préliminaires au Mali sont maintenant achevées et Foras essaie d'étendre ses opérations sur une superficie de 50 à 100 000 ha. Les trois pays concernés sont déjà confrontés à de sérieux conflits liés aux acquisitions massives de terres.

Foras est encore loin de son objectif de 700 000 ha, mais Mukhtar a signé récemment toute une série de transactions qui place sa société au rang des grands propriétaires fonciers mondiaux. Depuis janvier 2010, Foras s'est emparé de 126 000 ha dans l'État de Sennar au Soudan, le long du Nil bleu ; il a signé un protocole d'accord avec le gouvernement de l'État de Katsina au Nigeria pour un projet agricole de 100 millions de dollars US, qui débutera avec une ferme pilote de

1 000 ha. Foras a aussi entamé des négociations avec la République russe du Tatarstan pour obtenir 10 000 hectares. Il poursuit également un projet de 22 millions de dollars : un énorme élevage de volailles verticalement intégré, près de Dakar, au Sénégal, qui devrait permettre de produire 4,8 millions de poulets par an. Mukhtar a fait entrer dans Foras deux sociétés rencontrées à l'occasion d'un forum des entreprises à Sarajevo pour réaliser ses projets d'élevages de volailles et de bétail en Afrique.

Derrière Mukhtar, on retrouve certaines des familles et des institutions les plus puissantes des États du Golfe. Foras est une société privée, mais sert d'instrument d'investissement à l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), un organisme intergouvernemental de 57 États membres qui se considère comme « la voix collective du monde musulman ». Ses principaux actionnaires et fondateurs sont la Banque islamique de développement et plusieurs conglomérats de la région du Golfe, dont le Cheikh Saleh Kamel et son Dallah Al Barakah Group, le groupe saoudien Bin Laden, la Compagnie nationale d'investissement du Koweït et Nasser Kharafi, 48^e fortune du monde et propriétaire de l'Americana Group.

Les amis de Foras :

La Banque islamique de développement (BID) : principal actionnaire de Foras.

L'Organisation de la Conférence islamique (OCI) : Foras fait partie de l'OCI.

Pour aller plus loin :

- GRAIN, « Des investisseurs saoudiens seraient prêts à prendre le contrôle de la production de riz au Sénégal et au Mali ».
- Alliance paysanne « Stop aux accaparement des terres ».

« Quarante-cinq pour cent de toutes les terres et les ressources en eau sous-utilisées se trouvent sur ce continent. Et si ce n'est pas nous qui saisissons les opportunités, ce sera quelqu'un d'autre. »



Theo De Jager

Vice-Président d'Agri SA



Theo De Jager, le vice-président du plus grand syndicat d'agriculteurs commerciaux d'Afrique du Sud, Agri SA, est également le président de la commission des affaires foncières du syndicat. Il a donc été profondément impliqué dans la réforme foncière – question très émotionnelle – de son pays. Il y a même perdu une de ses fermes. Mais récemment De Jager a pris de nouvelles responsabilités pour son organisation : il voyage en Afrique à la recherche de larges superficies de terre à acquérir, pour son propre compte et celui d'autres agriculteurs sud-africains.

De Jager a rencontré un premier succès au Congo-Brazzaville. Le gouvernement lui a promis ainsi qu'à ses collègues autant de terres qu'ils en veulent dans tout le pays ; il leur a aussi accordé une exemption de taxes d'importation, d'impôts et de restrictions sur le rapatriement des bénéfices. De Jager et une quinzaine d'autres Sud-Africains ont monté une compagnie, Congo Agriculture, et négocié avec le gouvernement un contrat portant sur 80 000 ha. Les premiers 48 000 hectares ont été divisés en 30 lots pour les agriculteurs sud-africains participant à l'affaire.

De Jager reconnaît qu'il a déjà choisi ses propres parcelles ; il a l'intention de produire de l'huile de palme, du bois et du bétail.

Le Congo pourrait bien n'être qu'un début. Depuis les premiers mois de 2010, Agri SA a en effet multiplié les négociations pour obtenir des terres des gouvernements de 22 pays africains, dont l'Égypte, le Maroc, le Mozambique, le Soudan, la Zambie, et même la Libye.

De Jager et les agriculteurs sud-africains impliqués dans ces transactions n'ont pas l'intention de vivre sur les terres qu'ils acquièrent. Ils doivent engager des gérants et superviser leurs exploitations de loin. Ce qui les différencie des petits exploitants de ces pays, ce n'est pas tant leur connaissance de l'agriculture que leur accès aux capitaux et leur intégration dans les chaînes agroalimentaires. De Jager lui-même travaille également dans l'immobilier et n'a commencé dans l'agriculture qu'en 1997. Il était auparavant agent du Service national du renseignement sud-africain et en tant que « coordinateur principal de l'information », il a été au service du Président P.W. Botha durant l'Apartheid.

Les amis de De Jager :

Le gouvernement d'Afrique du Sud : il soutient Agri SA en négociant des traités d'investissement bilatéraux avec les gouvernements des pays où Agri SA acquiert des terres.

Le gouvernement chinois : en 2010, Agri SA et la Chine ont entamé des discussions en vue d'un partenariat dans le cadre duquel Agri SA aiderait les entreprises chinoises à identifier des terres agricoles en Afrique.

La Standard Bank : avec l'ABSA Bank et Standard Chartered, elle songerait à financer les projets agricoles d'Agri SA à l'étranger.

Pour aller plus loin :

- [Ligue Panafricaine du Congo - UMOJA](#).
- [Landless Peoples Movement](#) (Afrique du Sud, mouvement des Sans-terres).
- L'article de Ruth Hall « [The next Great Trek? South African commercial farmers move north](#) ».



« C'est comme la ruée vers l'or californienne. Les investisseurs initiaux ne sont pas des personnages particulièrement recommandables. » John Lamb, ancien chef de l'équipe agrobusiness à la Banque mondiale, dans un discours sur l'accaparement mondial des terres en 2010.

Le Groupe de la Banque mondiale



La crise des prix alimentaires de 2007-2008 a été un désastre pour la réputation de la Banque mondiale. Quelques mois seulement avant que les prix n'atteignent leur apogée, la Banque continuait à répéter aux gouvernements que l'autosuffisance alimentaire était un objectif ridicule. Mais les gouvernements de certains des principaux pays exportateurs alimentaires, inquiets de ne plus pouvoir faire face aux besoins de leur population, ont commencé à fermer leurs frontières. Les prix alimentaires sont montés en flèche provoquant des émeutes, de Yaoundé à Mexico, dans ces pays qui avaient suivi les conseils de la Banque sur l'efficacité des marchés mondiaux et les dangers à soutenir l'agriculture locale. La Malaisie était réduite à faire du troc pour manger ; le chiffre des affamés, comme les bénéfices des géants du commerce des céréales, atteignaient des sommets sans précédent. Face à cette situation, qui pouvait encore faire confiance à la Banque ?

Cependant, la Banque s'est accrochée à son vieux credo : plus d'agriculture pour l'exportation, plus d'investissement étranger. Et ses souhaits ont été largement exaucés.

Au plus fort de la crise alimentaire, s'est déchaîné un vaste mouvement d'accaparement des terres agricoles. Ces investissements étrangers dont la Banque promettait, depuis des décennies, qu'ils allaient s'attaquer à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire, inondaient la planète. Mais le plus

difficile pour la Banque était que cet argent visait des terres déjà occupées par des agriculteurs et des éleveurs pour y produire, dans des pays déjà confrontés à une insécurité alimentaire sévère, des cultures alimentaires destinées à l'exportation. Délicat de faire passer cette situation pour une solution à la crise alimentaire, surtout quand le directeur-général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Jacques Diouf, avait déjà alerté sur les risques de « néo-colonialisme » et que même *The Economist* parlait d'un « accaparement des terres ».

Mais la Banque a tout de même essayé de le faire : sa réponse fut de proposer une série de « principes pour un investissement agricole responsable », un rapport mondial et un « knowledge center » (*centre de savoir*) qui, espérait-elle, ferait de la Banque l'autorité sur la question.

Peu s'y sont laissés prendre. Les principes de la Banque ont été immédiatement dénoncés par les mouvements sociaux, les organisations paysannes et les ONG comme une façon d'empêcher toute action réelle pour mettre fin à l'accaparement des terres. Le rapport de la Banque, très attendu, fut un fiasco : il n'apportait quasiment pas de données nouvelles par rapport à ce qu'on savait déjà et vantait de façon peu convaincante le potentiel « gagnant-gagnant » des « acquisitions massives de terres », malgré les preuves accablantes énoncées en détail dans le propre rapport de la Banque.

De plus, comme l'ont fait remarquer de nombreux groupes, la Banque mondiale elle-même fait partie des accapareurs de terres. A travers son Agence multilatérale de garantie de l'investissement (MIGA) et sa Société financière internationale (IFC), la Banque a en effet investi directement dans des entreprises dévoreuses des terres du Sud. Les transactions de l'IFC comprennent entre autres un investissement de 75 millions de dollars US dans l'Altima One World Agricultural Fund, qui a acheté de larges superficies de terres agricoles en Amérique latine, en Afrique et en Europe de l'Est pour les consacrer à la monoculture du soja ; l'IFC a également pris 40 millions de « participation aux risques » en finançant l'Export Trading Group, responsable de l'acquisition de plus de 300 000 ha africains. La MIGA a fourni une assurance-risques politiques à plusieurs sociétés d'accapareurs, dont le britannique Chayton Capital, acquéreur de terres en Afrique australe, et Unifruit, acquéreur de terres en Éthiopie.

La Banque ne semble pas comprendre pourquoi elle a été la cible d'une telle opposition à l'accaparement des terres. C'est juste « une façon d'aider les petits exploitants à profiter eux aussi de l'intérêt croissant pour le foncier agricole », déclare Klaus Deininger, spécialiste de la politique foncière de la Banque.

Les amis de la Banque mondiale :

Les gouvernements : la Banque mondiale est gérée par ses actionnaires, qui sont les gouvernements. Les pays ayant le plus de poids sont les États-Unis (15,85 % des votes), le Japon (6,84 %), la Chine (4,42 %), l'Allemagne (4 %), le Royaume-Uni (3,75 %), la France (3,75 %), l'Inde (2,91 %), la Russie (2,77 %), l'Arabie Saoudite (2,77 %) et l'Italie (2,64 %).

Le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR) : chaque année, la Banque mondiale verse au CGIAR 50 millions de dollars US de fonds sans aucune restriction. Certains des centres de recherche du CGIAR ont développé des connexions avec des sociétés impliquées dans l'accaparement de terres agricoles.

Pour aller plus loin :

- La catégorie « Banque mondiale » sur le site de farmlandgrab.org (certains articles sont en français).
- La campagne to stop land grabbing, *campagne pour mettre fin à l'accaparement des terres*, des Amis de la Terre International est axée sur les cas d'accaparement auxquels a participé la Banque mondiale en Ouganda.



« Il suffit d'améliorer le secteur agricole à Mindanao, de rendre les paysans de la région plus productifs et il n'y aura plus de rébellion. »

Antonio L. Tiu
PDG d' Agrinurture Inc



En mars 2012, l'ambassadeur de Chine aux Philippines inaugurait une nouvelle ferme pilote de riz hybride dans la partie centrale de l'île de Luzon. Mais il ne s'agissait pas d'un simple geste de coopération internationale. La ferme appartient à Beidahuang, l'une des premières entreprises agroalimentaires de Chine – et peut-être l'accapareur de terres le plus agressif – et à son partenaire local, AgriNurture. Pour l'instant leurs fermes des Philippines, qui couvrent 2 000 ha, sont censées produire des semences de riz hybride et les fournir aux agriculteurs philippins dans le cadre d'accords contractuels. Mais à terme, les deux entreprises prévoient de cultiver le riz hybride dans leurs propres fermes. Elles pourraient, indiquent-elles, avoir 10 000 ha de riz hybride d'ici la fin de 2012.

Ceci n'est qu'un exemple parmi les co-entreprises qu'AgriNurture a mises en place avec des sociétés étrangères au cours des dernières années, dans le but de produire des cultures alimentaires aux Philippines. Une plantation de bananes de plusieurs millions de dollars est prévue

à Mindanao, en partenariat avec le Gouvernement populaire du Tianyang dans la région du Guangxi en Chine. AgriNuture met également en place un partenariat agricole avec la Far Eastern Agricultural Investment Company, un consortium de sociétés saoudiennes qui cherche à acquérir 50 000 ha à Mindanao pour y produire des fruits et des céréales.

AgriNuture (ANI) appartient à Tony Tiu, un jeune entrepreneur philippin qui est aussi développeur immobilier. Depuis la création de la société en 2008, Tiu est rapidement devenu l'un des principaux exportateurs du pays ; son activité est centrée sur les fruits frais. Les exportations constituent à peu près la moitié des revenus de la société et la moitié de ces exportations sont dirigées vers la Chine. La majeure partie des denrées fournies provient actuellement d'agriculteurs sous contrat, mais Tiu veut développer ses propres fermes pour en faire la source principale de son approvisionnement. Il est en train de chercher à acquérir 5 000 ha dans différents coins du pays pour y établir des fermes de fruits et de légumes.

Tiu a construit son entreprise grâce aux listings des places boursières d'Australie et des Philippines, et par le biais de partenariats avec la Landbank of the Philippines et le ministère de l'Agriculture, qui soutient ses projets de production contractuelle. À force d'étendre la superficie de ses terres, AgriNuture est elle-même devenue une cible pour les investisseurs agricoles étrangers. Ainsi en 2011, le fonds de couverture de Cargill, Black River, qui dépense actuellement des centaines de millions de dollars pour acquérir des fermes en Amérique latine et en Asie, a pris une participation de 28 % dans le capital d'AgriNuture.

Les amis de Tiu :

La China-Export Credit Guarantee Corp. : source du soutien financier pour les plantations de bananes d'ANI à Mindanao.

Le Al Rajhi Group : conglomérat saoudien à la tête de la Far Eastern Agricultural Investment Company, véhicule d'investissement d'une valeur de 27 millions de dollars US, dédié à l'acquisition de terres agricoles en Asie avec pour priorité la production de riz. Ce groupe a un protocole d'accord avec AgriNuture pour développer la production d'ananas, de bananes, de riz et de maïs sur 50 000 ha aux Philippines.

Pour aller plus loin :

- [Asian Peasant Coalition](#).
- [Pesticide Action Network - Asia and the Pacific \(PANAP\)](#), *Réseau d'action contre les pesticides Asie-Pacifique*.

**« Nos projets agricoles à l'étranger sont situés principalement en Afrique et en Asie du Sud-Est où l'agriculture est assez en retard. »
Lu sur le site Internet de ZTE Energy.**



Hou Weigui

Président et fondateur de Zhongxing
Telecommunication Equipment (ZTE)



ZTE est la plus grosse entreprise de télécommunications de Chine, avec des filiales dans plus de 140 pays. Elle a été créée en 1985 par un groupe de sociétés publiques affiliées au ministère chinois de l'Aérospatiale. Quoique listée à la bourse de Hong Kong depuis 2004, ZTE reste intimement liée au gouvernement chinois. Son principal actionnaire est une société de holding qui appartient conjointement à un institut de recherche en électronique du Xi'an appartenant à l'État et à une entreprise d'État liée à l'armée. Mais en 2007, ZTE a commencé à s'intéresser à l'agriculture et a créé une nouvelle société, ZTE Energy. L'objectif est d'investir dans les biocarburants et la production alimentaire en Chine et de développer des exploitations agricoles à l'étranger, dans le cadre du « plan stratégique établi par le gouvernement central en matière d'expansion mondiale de l'agriculture ».

Hou Weigui et sa société font doucement avancer leurs plans d'acquisitions de terres à l'étranger. En 2008, ZTE a acheté 258 hectares à Menkao, près de Kinshasa, en République

démocratique du Congo, pour étudier le potentiel agricole dans une zone s'étendant de 5 degrés nord à cinq degrés sud de l'équateur. ZTE a été tellement satisfait des résultats qu'il a acheté une autre ferme de 600 hectares en République démocratique du Congo (RDC) en 2010. Il s'est également établi au Soudan, où il gère aujourd'hui plusieurs fermes céréalières, et au Laos, où il a obtenu une concession dans la province de Chapassak, pour cultiver du manioc avec son partenaire local, Dynasty Laos.

ZTE attend beaucoup de l'huile de palme. Quoiqu'il ait mis en veilleuse son projet de plantation de palmiers à huile de 100 000 ha en RDC « parce que les conditions d'investissement et de logistique n'étaient pas réunies », il a donné le coup d'envoi au programme prévu en Indonésie et en Malaisie, ce qui devrait lui permettre d'avoir un million d'hectares cultivés d'ici à 2019. Actuellement, PT ZTE Agribusiness Indonesia et son partenaire local PT Sinar Citra disposent de 10 000 hectares dans la province de Kalimantan, et sont en train d'en négocier 25 000 de plus.

Les amis de Hou Weigui :

Le Programme alimentaire mondial (PAM) : ZTE Energy est l'un des « fournisseurs attirés » du PAM.

Pour aller plus loin :

- [Land Issue Working Group](#), sur les questions foncières au Laos.
- Confédération paysanne du Congo (COPACO), voir le site de [La Via Campesina](#).



GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité.

GRAIN,
Girona 25 pral., 08010 Barcelona, Espagne
Tél: +34 93 301 1381, Fax: +34 93 301 16 27
Email: grain@grain.org
www.grain.org